

FICHE DE LECTURE

Présentée par Erick MONTAGNE le 6 février 2013 en réunion Utopia Paris

« *Le scandale de l'agriculture folle* »
André POCHON
Editions du rocher – 2009 – 166 pages

Pourquoi ce livre ?

Pour plusieurs raisons. D'abord c'est un livre **simple**, et là je citerai non pas ILLICH, GORZ, non plus LATOUCHE ou ARIES mais Paul VALERY : « *Le simple est toujours faux, ce qui ne l'est pas est inutilisable.* » ; ce qui nous amène à la deuxième raison : ce livre est **utilisable** pour ce qui nous concerne en ce moment, la rédaction de notre livre sur l'alimentation et l'agriculture. Enfin, la troisième raison est que ce livre est **d'actualité** bien que paru en 2009. En effet, il traite essentiellement de la PAC et son sous-titre, « *Reconstruire la Politique Agricole Commune* », colle à l'actualité car en ce moment et jusqu'en mars-avril, le Parlement européen élabore la PAC 2014-2020.

L'auteur

André POCHON, figure de l'agriculture écologique dont il est l'un des pionniers, est né en 1931 en Bretagne.

- Fondateur du réseau Paysan et Citoyen.
- Co-fondateur du CEDAPA (Centre d'Etude pour un Développement Agricole Plus Autonome).
- Auteur de nombreux livres dont « *Les champs du possible* » et « *Les sillons de la colère* ».
- Continue à promouvoir **l'agriculture durable** : conférencier, conseiller des commissaires européens à l'Agriculture.
- A donné son nom à un modèle reconnu en agronomie ayant fait l'objet de recherches à l'INRA (dans les années 1980) et utilisé en agriculture durable : la « méthode POCHON ».

La « méthode POCHON » :

- *Critique l'agriculture productiviste qui détruit l'environnement, pénalise les agriculteurs indépendants et fait perdre à l'Europe son indépendance alimentaire.*
- *Propose des solutions alternatives, avec comme slogan « Vaches sur prairie et porcs sur paille » (prairies à base de trèfle blanc et fumier au lieu de lisier hors sol).*
- Militant dans les réseaux du CEDAPA, ardent défenseur de l'herbage et du trèfle blanc, c'est un personnage qui dérange, au franc parler, et qui dit franc parler dit dé-tracteurs (c'est normal en agriculture !). Certains lui reprochent d'avoir bien profité de l'agriculture productiviste avant de défendre l'agriculture durable.

Pour en savoir plus :

- Lien donné par François PIGNET (*Wikipedia*) en particulier l'interview sur generation112.eu « *Une autre agriculture européenne est-elle possible ?* », 2011.
- Film « *Herbe* » (film de Matthieu LEVAIN et Olivier PORTE) 2009, dans lequel A. POCHON intervient et qui montre comment la paysannerie contemporaine est déchirée entre un productivisme effréné prôné par la PAC et les systèmes coopératifs dominants et un modèle alternatif autonome et durable.

- Préface de Nicolas HULOT
- Avant-propos où André POCHON relate son adolescence, son entrée dans le monde paysan, son expérience d'agriculteur et le début de son engagement syndical et politique.
- Les différents chapitres :
 - I. Historique de la PAC
 - II. Nouvelle donne
 - III. Adapter la PAC à la nouvelle donne
 - IV. Plaidoyer pour une agriculture durable
 - V. Crise à l'OMC
- Conclusion
- Annexes

I. Historique de la PAC

Origines

Issue du traité de Rome (1957), la PAC naît en 1962 avec comme idée de départ **assurer l'autonomie alimentaire de l'Europe et soutenir le revenu des paysans**, à l'aide de prix garantis par Bruxelles, et avec trois mécanismes principaux : Préférence communautaire – Intervention – Restitution.

Préférence communautaire : Libre circulation, sans taxes, des produits agricoles, à l'intérieur du marché commun agricole et taxes aux importations.

Intervention : Adaptations permanentes pour garantir les prix, mais coûts très importants.

Restitution : Prix bradés sur le marché mondial par les **subventions à l'exportation** qui vont ruiner l'agriculture du tiers-monde.

Mais très vite intervient une **brèche** dans la préférence communautaire : **Ouverture sans taxes à l'importation du soja et des produits de substitution aux céréales (PSC)**. En échange de l'acceptation de la PAC, les Etats-Unis ont imposé dans les années 60 l'ouverture du marché européen aux produits de substitution des céréales et au soja. Cette absence de protection a favorisé le développement d'élevages intensifs basés sur la consommation massive d'éléments importés. C'est la **voie ouverte à l'élevage industriel hors sol**.

Evolutions

1983 – Première mesure correctrice : **les Quotas laitiers**.

1992 – Introduction des **aides directes** aux agriculteurs pour compenser la baisse des prix sur le marché. Sous la pression des céréaliers et des gros éleveurs, c'est la **prime au maïs-fourrage** aboutissant à l'agrandissement des exploitations et à l'intensification de l'élevage des bovins, générant des primes colossales aux gros céréaliers. « *C'est une aberration économique, environnementale et une injustice.* »

1999 – Accentuation des dispositions de 1992.

2003 – Trois mesures clés : **Découplage des aides – Dégressivité – Plafonnement et conditionnalité**. Sont également prévues : fin des subventions aux exportations et fin de l'intervention sur le marché. La plupart des syndicats s'oppose à la réforme : « *C'est un danger pour l'agriculture* », en fait la réforme n'était un danger que **pour l'agro-industrie**. Le projet est adopté, mais très atténué, la France retarde l'application aussi longtemps que possible (2006).

Ce chapitre aurait pu s'intituler « *De la pression des lobbys et des gouvernements, ou comment passer d'une bonne idée à une catastrophe écologique, sociale et économique* ». C'est une longue histoire de tentatives de corrections des **dérives d'une bonne idée de départ**. André POCHON montre comment les aménagements furent de tout temps **édulcorés** pour **préserver les intérêts de l'agro-industrie**. Toutes ces tergiversations retardent les réformes utiles pour arriver en 2009 à un projet plus radical mais qui **n'est plus adapté à la situation qui a complètement changé**.

II. Nouvelle donne

Depuis 2007, c'est le **passage d'une situation d'excédent alimentaire à une situation de pénurie**. Il n'y a même plus de stock de sécurité !

- Les principales causes de cette pénurie qui est une **tendance de fond**, sont les agro-carburants – la forte demande de produits agricoles – l'augmentation de la population mondiale – la disparition des terres agricoles les plus fertiles au profit de l'urbanisation.

« La vraie question est de savoir comment cultiver la terre pour nourrir les êtres humains tout en préservant l'environnement et en assurant la sécurité alimentaire du pays. »

« La question de l'agriculture est éminemment politique et nécessite une réelle implication des décideurs, l'agriculture requiert une implication ferme des nations. Il est mensonger de dire que le marché ou le progrès nous conduisent par eux-mêmes vers le meilleur des mondes. »

« On peut nourrir 12 milliards d'hommes avec l'agriculture bio ou durable. »

- Le passage d'excédent à pénurie a entraîné une flambée des cours, le projet de réforme est **irréaliste**.

« Prévoir un budget de 40 milliards d'euros pour compenser la baisse des prix alors que ceux-ci flambent est une insulte à ceux qui alimentent ce budget, en particulier les plus pauvres. »

Nous sommes en plein SCANDALE DES SUBVENTIONS FOLLES :

- Le budget européen est principalement alimenté par la TVA que paye chaque consommateur et l'impôt va principalement aux gros céréaliers dont le revenu a triplé en 3 ans.
- 80% des aides vont aux agriculteurs les plus riches principalement aux grosses exploitations céréalières.
- Les primes incitent à la destruction et à la pollution. Incitation à **l'agrandissement** (primes en fonction de la superficie) → Corollaire : disparition des petits exploitants. Incitation à **l'intensification** au moyen de nitrates et pesticides (prime au rendement jusqu'en 1992).

III. Adaptation à la nouvelle donne

Il faut **revoir totalement la PAC** → Mesures préconisées :

- Priorité à la **préférence communautaire** (suppression de toutes les subventions aux exportations).
- **Tirer un trait** sur les **primes compensatrices** pour sortir du productivisme.
- Les seules **aides justifiées** sont celles avec engagement sur un **cahier des charges** d'élevage et production reconnu par l'Etat (agriculture durable ou bio).
- Prime aux **herbages** et **oléoprotéagineux** (pour se libérer de la dépendance au soja).
- Meilleure **répartition du budget** (installation des jeunes – mesures agri-environnementales).
- **Un seul budget** pour mettre fin à la concurrence entre les budgets et supprimer le cofinancement des Etats (frileux en temps de crise).

Actuellement 2 piliers de la PAC (PAC = 44% du budget global de l'UE) : Premier pilier (80% du budget) → Soutenir le revenu des agriculteurs, il est financé par l'UE / Deuxième pilier → Consacré au développement rural et aux mesures agri-environnementales, il est cofinancé par l'UE et les Etats membres.

Comment freiner l'intensification ?

- Interdiction des pesticides classe I et II.
- Taxer fortement tous les pesticides autorisés (bilan entrée-sortie).
- Encourager les consommateurs à **consommer bio ou durable**. Le problème du prix peut être réglé en **supprimant la TVA** (au niveau européen) sur les produits agricoles certifiés bio ou durables. La perte budgétaire est alors compensée par **l'arrêt des primes compensatrices** (les céréaliers français reçoivent 5 milliards d'euros de primes compensatrices).

IV. Plaidoyer pour une agriculture durable

André POCHON démontre que l'agriculture durable est **rentable – beaucoup moins polluante – et consomme moins d'énergie**, elle génère 1/3 de revenus en plus, rend les conditions de travail plus agréables, diminue les nitrates par 3 et s'affranchit des pesticides.

Le bilan écologique et économique est donc positif et André POCHON pose la **vraie question** : « *Pourquoi tous les agriculteurs ne la pratiquent pas et pourquoi l'Etat ne les y incite pas ?* »

→ Il y a eu un **basculé** du modèle de développement équilibré (années 50 à 60) vers le modèle productiviste par 3 influences cumulées :

- Commerce des approvisionnements agricoles (pour favoriser l'agro-industrie).
- Enseignement agricole des lycées et grandes écoles agronomiques. « *L'INRA bascule vers le nouveau système fourrager à base de maïs-fourrage et de soja, reniant la vache qui fait le travail toute seule puisqu'elle a une barre de coupe à l'avant et un épandeur à l'arrière.* »
- Politique mise en place en 1962 : la PAC.

*Suit un entretien avec Michel JOURNET (directeur de recherches à l'INRA) ciblant les causes de la difficulté du basculement inverse (vers l'agriculture durable) : incréduité des principaux acteurs, raisons financières, difficultés des agriculteurs à définir et à réglementer et temps nécessairement long entre l'émergence d'un concept et sa réalisation. Il avance un remède → Ne pas céder au découragement et harceler les pouvoirs avec 2 leviers déterminants = Rôle de la presse et des médias facilité par la prise de conscience générale (état de la planète, problèmes de santé) + Arrivée des catastrophes (pédagogie des catastrophes ?). « *L'expérience du CEDAPA montre qu'il n'y a pas d'opposition entre économie et écologie.* »*

V. Crise à l'OMC

André POCHON replace l'agriculture dans le contexte économique global (mondialisation, crise économique, financiarisation) et expose les visions de l'OMC :

Divergentes

- Des dirigeants : La libre circulation des marchandises est bénéfique pour tous → Mondialisation.
- D'autres acteurs : Défense de la nécessité de protéger l'agriculture des aléas du marché mondial → Agriculture vivrière.

Convergentes

- L'OMC est d'accord pour abolir toutes les aides aux exportations mais les dirigeants gardent un aveuglement devant la nécessité des protections douanières. André POCHON avance la proposition de 2 mesures concrètes pour réguler les échanges mondiaux : encadrement du prix du pétrole et encadrement du prix des céréales.

Conclusion

« Malgré les réformes, la PAC reste un système de régulation complexe voire obscure qui ne permet pas d'affronter les enjeux du 21^{ème} siècle. »

« Les primes maintiennent les agriculteurs français dans un modèle agricole qui n'a pas d'avenir : il est couteux pour le citoyen contribuable, néfaste pour l'environnement, injuste. Il favorise les agriculteurs les plus riches qui persévèrent dans un modèle agricole intensif, gourmand en énergie, utilisateur de pesticides et d'engrais. En revanche, ceux qui essaient de développer une agriculture durable, biologique, soucieuse des hommes et de l'environnement ne voient pas venir le soutien à hauteur de leur attente. »

« Une occasion unique s'offre à l'Europe pour sortir d'une politique agricole qui nous a mené dans l'impasse, le DPU c'est fini! En route vers une agriculture durable. »

DPU = Droit à Paiement Unique = Subvention à l'hectare indépendante de la culture pratiquée (c'est une aide directe découplée).

2013 - Prolongements

Les espoirs pour la refonte de la PAC (qui se négocie en ce moment) étaient grands :

- Dacian CIOLOS, commissaire européen à l'agriculture, proposait un projet qui avait une véritable volonté de changer le système. Cet ingénieur agronome roumain ancien ministre de l'agriculture de Roumanie, diplômé de grandes écoles françaises (Rennes, Montpellier), spécialiste en agriculture écologique, était sensible aux arguments d'André POCHON qui est l'un de ses conseillers.
- Pour la première fois il y aura une **codécision** entre le Parlement européen et les 27 ministres de l'agriculture (Conseil).

Cependant, André POCHON craignait que D. CIOLOS n'ait de grosses difficultés à faire accepter ces propositions en raison de fortes pressions des lobbys alimentaire et des Etats conservateurs. Les faits récents lui donnent malheureusement raison. Le 23 et 24 janvier 2013, la COMAGRI (Commission Agriculture du Parlement Européen) a voté le projet de réforme de la PAC. Les premières réactions sont édifiantes :

« *Ce vote constitue une véritable attaque en règle des eurodéputés sur l'environnement.* » (WWF Isabelle AUTISSIER)

« *Aucune avancée, c'est une contre réforme de la PAC.* » (José BOVE)

« *La droite au Parlement sert la soupe à l'agro-industrie.* » (EELV)

« *Le vote des députés va dans la bonne direction.* » (COPA-COGECA Syndicat et coopérative européenne, dont la FNSEA)

→ L'étape suivante est le vote en plénière au Parlement en mars. Ce vote servira de base aux négociations avec le Conseil (qui représente les Etats de l'UE) et un accord politique est attendu en juin. José BOVE (vidéo Terra Eco 28.01.13) compte sur ces 2 mois pour relancer la mobilisation par les élections aux chambres d'agriculture (très mal engagées d'après Marc DUFUMIER) et la mobilisation de la société civile.

Peut-on encore faire confiance aux politiques en lisant le communiqué de D. CIOLOS « *Je salue le vote des députés de la Commission, je me félicite que ce vote confirme les principes formulés par la Commission européenne.* »

La solution pourra-t-elle venir d'un nouveau paradigme (sortie du capitalisme) et d'une réaction forte des consommateurs ?

Ma conclusion sur le livre

Ce n'est sûrement pas le livre le plus complet sur la PAC mais c'est un livre simple, concis, facile à lire, compréhensible (j'ai tout compris, c'est dire !) et qui apporte des solutions. Reste à les faire accepter... Et là ce n'est pas simple !

*Erick Montagne
Utopien Ile-de-France*